

Accueil > Actu > Société > Social

Manifestation contre la fermeture de la trésorerie de Durban-Corbières

ABONNÉS 



Social, Durban-Corbières

Publié le 30/09/2021 à 21:59 , mis à jour à 22:01

Agents de la fonction publique, usagers, élus : tous dénoncent une suppression annoncée pour janvier 2022.

Une modernisation du service public ? " Ils sont en colère et ils le font savoir. Ce mardi 28 septembre, des représentants de l'intersyndicale des finances publiques (solidaires finances publiques, CGT finances publiques) étaient présents devant la trésorerie de Durban-Corbières, dès 11 heures, pour dénoncer sa fermeture programmée en janvier 2022. Une décision de l'administration fiscale qui restructure le schéma de l'accueil des usagers. Cette manifestation a été l'occasion de rassembler, devant la trésorerie, élus locaux (le sénateur Pla, retenu à Paris, était représenté par son assistante), agents des finances publiques et usagers pour dénoncer cette suppression qui fait l'unanimité contre elle, tout comme à Leucate dernièrement.

Pour l'intersyndicale des finances publiques, " trop c'est trop " : "la direction générale des finances publiques (DGFIP) s'est engagée dans un vaste plan national de relocalisation de ses services et instaurer le nouveau réseau de proximité (NRP), ce qui va entraîner à fermer massivement des structures de toutes natures sur l'ensemble du département, créant ainsi une dégradation des conditions de travail". Pour eux, l'accueil des contribuables est sacrifié.

Demain, tout le monde devra communiquer via internet ; impossible car il y a la fracture numérique : les personnes âgées et les précaires risquent fort d'être abandonnés ; les personnes ont besoin de proximité, de rencontrer quelqu'un pour avoir des explications, chose primordiale car l'administration des finances publiques est parfois compliquée. De plus, certaines personnes n'ont pas de chéquier pour régler leur impôt. Alors comment

feront-ils ? On va leur demander de régler chez un buraliste, où la confidentialité sera compromise : les contribuables n'ont pas envie de se dévoiler à quelqu'un que l'on voit tous les jours.

Cette fermeture programmée est perçue comme une régression, sans oublier les conséquences que subiront les agents : des mutations, qui vont engendrer pour eux des frais supplémentaires. Une nouvelle réorganisation que beaucoup d'élus, usagers et agents, qui sont dans l'incompréhension et qui se retrouvent devant le fait accompli, ne voient pas d'un bon œil. " *C'est une fois de plus, le désengagement de l'État, qui s'était pourtant engagé à favoriser le maintien des services publics dans les territoires*", indiquent les élus. " *On mélange tout : les personnels ne seront pas nécessairement des fonctionnaires professionnels qui savent répondre aux questions. Nous, les communes, devons fournir et entretenir les locaux de ces fameux points France services, " un service boîte aux lettres " (intermédiaire entre l'utilisateur et les services publics). Cela va coûter de l'argent, même s'il y a une participation de l'État* ".



CORRESPONDANT

VOIR LES COMMENTAIRES

7 Français sur 10 ne connaissent pas cette astuce pour avoir des panneaux subventionnés

Panneaux solaires subventionnés | Sponsorisé

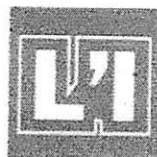
Cette photo nous a donné la chair de poule. Regardez de plus près et vous verrez!

People-Today | Sponsorisé

En ce moment, repartez en Nouveau ID.4 immédiatement

Volkswagen - Offre du Moment | Sponsorisé

Réagir



Ne ratez plus jamais une nouveauté !

Non merci

Recevoir des notifications !